

**République Islamique de Mauritanie (RIM)**

**Note d'information sur la sécurité alimentaire**

**- Situation au 30/09/2011 -**

*L'avis exprimé dans ce bulletin repose sur la triangulation d'informations primaires recueillies par le FEWS NET et le PAM, ainsi que sur des données fournies par l'Observatoire à la Sécurité Alimentaire (OSA), le CSA (niveau central et régional), les autorités administratives, les fédérations régionales des agriculteurs/éleveurs, les cadres de concertation régionaux sur la sécurité alimentaire (Aioun et Kaedi) et les informations/rapports reçus de la délégation de l'Union Européenne, la GIZ et des ONG (Action Contre la Faim Espagne, Caritas, Au Secours, ADIG, Croix Rouge Française, AMSELA)*

*L'analyse des prix se base sur les informations du système d'information des marchés (SIM), mis en œuvre par le CSA, ACF-E, FEWS NET et le PAM.*

*Le bulletin a été rédigé par les spécialistes en sécurité alimentaire de FEWS NET et du PAM.*

**Risque accru de dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables à court et à moyen termes**

- **Déficit pluviométrique et mauvaise répartition spatio-temporelle : situation similaire à 2002 sur le plan des précipitations ;**
- **Faibles superficies emblavées, retard des cultures et risque de très faibles rendements pour les cultures pluviales ;**
- **Déficit en pâturages herbacés qui affecte déjà durement le bétail et les ménages qui en dépendent ;**
- **Dépérissement des animaux les rendant plus vulnérables aux épizooties périodiques ;**
- **Poursuite de la hausse des prix des denrées de base (impacte le pouvoir d'achat) ;**
- **Faible disponibilité des céréales traditionnelles sur les marchés ; niveau élevé des prix des produits importés ;**
- **Transhumance anticipée du cheptel mauritanien vers le Mali et le Sénégal (ou pas de retour depuis l'année passée).**

**1- CONTEXTE**

En année moyenne, la production agricole nationale (pluviale, irriguée et de décrue) couvre approximativement 30% des besoins de consommation du pays. Cependant dans certaines régions, la production agricole représente plus de 60% des apports alimentaires des ménages. Les produits d'élevage (lait, embouche, viande, peau...), constituent l'essentiel des stratégies alternatives des ménages pour subvenir à leurs besoins alimentaires, soit par la consommation directe, soit par la vente, soit par le troc. L'agriculture et l'élevage occupent 67 % de la population active et contribue pour un tiers au PIB de la Mauritanie.

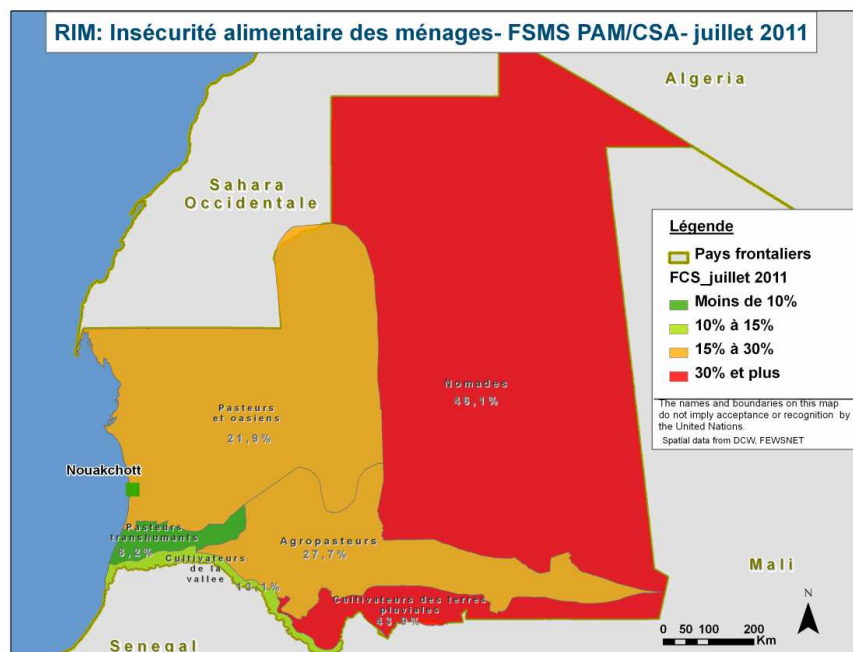
Les cultures pluviales représentent plus de la moitié de la production nationale et correspondent au type de culture exploitée par les populations les plus vulnérables. Il faut aussi

noter que les différentes typologies de cultures (sous pluie, décrue, irriguée) ne sont pas concentrées dans l'espace et par conséquent si un type de culture est affecté, les ménages qui en dépendent se retrouvent sans ressources.

La production nationale est complétée par les importations qui représentent approximativement 70% des besoins de consommation. Ainsi, au-delà des cycles pluviométriques, la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales reste très dépendante des fluctuations des cours internationaux des produits de première nécessité (blé, huile, sucre, ...), dont les cours ont été instables en 2007-2008 puis à nouveau en 2010-2011. Les prix à la consommation, plus particulièrement pour les zones enclavées, sont influencés par les hausses des hydrocarbures observées ces derniers mois.

Globalement, près de 10% des ménages en milieu rural de Mauritanie souffrent d'insécurité alimentaire chronique (Enquêtes FSMS<sup>1</sup> post-récoltes des 5 dernières années). Au cours d'une « année normale », ce chiffre peut atteindre 20% à 30% de ménages durant la période de soudure (avril à septembre). Selon les résultats de la dernière enquête de sécurité alimentaire menée par le CSA et le PAM au mois de juillet 2011, près d'un quart (21%) des ménages interrogés<sup>2</sup>, soit 428 000 personnes, sont jugés en insécurité alimentaire en milieu rural. Les régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire en juillet 2011 sont : Hodh El-Charghi (57,2%), Hodh el-Gharbi (44%), Tagant (33,8%). Gorgol (28,5%), Guidimaka (26,5%) et Assaba (26,4%).

Selon les zones de moyens d'existence définies par le FEWSNET, l'enquête FSMS montre que les « Nomades » (46,1%) et les « Cultivateurs des terres pluviales » (43,9%) sont ceux qui sont les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Il faut souligner cependant que parmi les ménages en insécurité alimentaire au mois de juillet 2011, plus 80% d'entre eux sont constitués d'« agropasteurs » et de « cultivateurs de terre pluviales ». Comme le montre la carte suivante, les « agropasteurs » et les « pasteurs oasiens » sont aussi fortement touchés par l'insécurité alimentaire.



La situation évaluée au mois de juillet 2011 peut malgré tout être considérée « normale » au regard des moyennes observées ces dernières années.

Sur le plan nutritionnel, selon les résultats de l'enquête SMART périodique que le Ministère de la Santé mène avec l'appui de l'UNICEF, le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) au mois de juillet 2011 dans les zones visitées est de 10,9% contre 12,5% en juillet 2010. On note une

<sup>1</sup> Food Security Monitoring System (PAM)

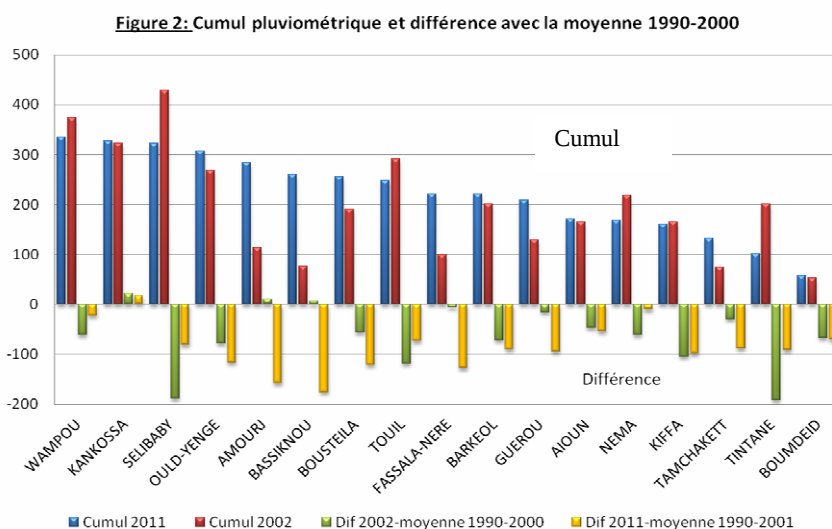
<sup>2</sup> Voir les détails de la méthodologie dans le bulletin de diffusion des résultats de l'enquête (<http://www.wfp.org/content/mauritania-securite-alimentaire-bulletin-2011>)

légère baisse qui n'est pas statistiquement significative. Pour cette même période, la malnutrition aiguë sévère est de 1% contre 0,9% en 2010. Les régions de Guidimakha, Assaba, Gorgol et du Brakna présentent des prévalences de **malnutrition aiguë globale supérieures au seuil d'urgence<sup>3</sup> de 15%**. Le Hodh El Chargui enregistre également un taux de MAG proche du seuil d'urgence (14,8%) alors que dans le Hodh El Garbi la MAG dépasse le seuil d'alerte de 10%.

**Depuis lors, la situation alimentaire et nutritionnelle s'est considérablement dégradée<sup>4</sup> sous la conjonction de plusieurs facteurs conjoncturels** dont le principal est le déficit pluviométrique, amplifié par une mauvaise répartition spatio-temporelle.

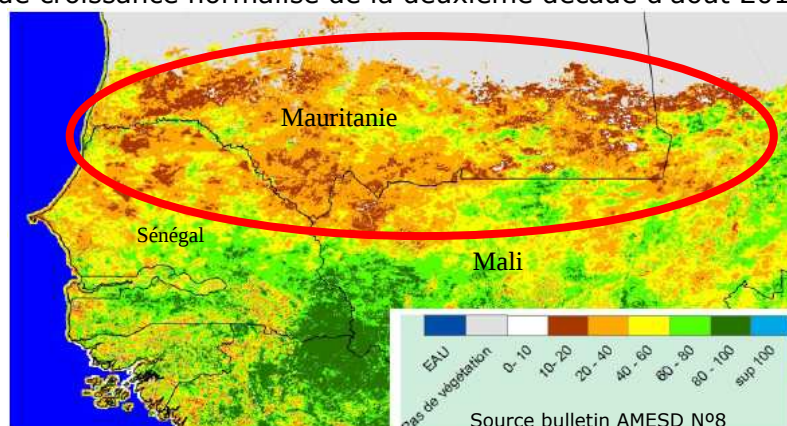
Selon le bulletin de l'ONM<sup>5</sup>, toutes les stations de la zone étaient déficitaires à la fin du mois de septembre par rapport à 2010 et à la moyenne des 5 dernières années. La pluviométrie 2011 est similaire à celle de 2002 (année de sécheresse<sup>6</sup>) en terme de cumul et de répartition.

La figure 2 ci-après montre que la majorité des principales stations météorologiques des zones pluviale et agropastorale sont déficitaires (16 en 2011 contre 15 en 2002) par rapport à la moyenne 1990-2000. Autre preuve, la similitude de la pluviométrie entre ces deux années, dans près de la moitié de ces stations, les écarts entre les cumuls 2002 et 2011 ne dépassent pas 10%. Il en est de même du nombre de jours de pluie au cours des deux années.



L'indice de croissance normalisé (ICN) de la végétation évalué au mois d'août 2011 par le centre régional AGRHYMET montre qu'en Mauritanie, **les zones pluviale, agropastorale et des pasteurs nomades** sont les plus affectées par ce déficit pluviométrique qui s'est traduit par un mauvais développement du couvert végétal (voir figure 3).

**Figure 3 : Indice de croissance normalisé de la deuxième décennie d'août 2011**



<sup>3</sup> Seuil défini par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

<sup>4</sup> En année normale, la situation alimentaire et nutritionnelle aurait dû s'améliorer (tendance inverse)

<sup>5</sup> Office National de Météorologie

<sup>6</sup> Voir le décret N°2002-17 du 31 mars 2002 instituant un Comité Interministériel pour les Situations d'Urgence (CISU) dans le cadre du plan d'urgence de 2003.

Dans ces zones, les productions agricole et pastorale ainsi que les principaux moyens d'existence ont été affectés dans un contexte de hausse des prix des produits de premières nécessités.

## Situation dans les zones les plus affectées

### 2. 1. Zone de culture pluviale

#### a. Disponibilités

La **production agricole** de la zone est entièrement dépendante de la pluie. Or les conditions pluviométriques sont nettement déficitaires par rapport à une année normale et sont similaires à l'année 2002. De ce fait, la production agricole 2011 devrait être assez similaire à celle de 2002.

Les missions de terrains (GTS agricole, FEWSNET, ONG...) ont observé de fortes baisses de superficie emblavées. Des pertes de semences avec les reprises de semis ont également été signalées. Une simulation sur la culture du sorgho a trouvé des baisses de rendement de 30 à 80% selon les localités.

Dans cette configuration, il faut s'attendre à une baisse de production de 60 à 70% au cours de la campagne 2011/2012 par rapport à la moyenne des 5 dernières années.

En 2002, la production agricole avait couvert à peine 2 mois des besoins des ménages. Pour cette année, les analystes estiment que le taux de couverture maximale des besoins par la production propre ne dépassera pas 2 mois au lieu de 6 à 7 mois en année normale. Les stocks paysans en denrées traditionnelles étaient quasiment nuls au mois de juillet surtout pour les ménages les plus pauvres<sup>7</sup>. Les ménages n'ayant pas bénéficié de récoltes vertes (généralement au mois de septembre avec les cultures hâtives) se trouvent complètement démunis et ne dépendent que des marchés pour leur approvisionnement en denrées alimentaires, alors même que leur pouvoir d'achat se trouve très fortement affecté.

Les ménages moyens et riches de la zone bénéficiant des apports en produits laitiers et en viande et tirant 18 à 30%<sup>8</sup> de leur revenu de la vente de leurs produits d'élevage, éprouvent des difficultés liées à un mauvais état physiologique des animaux et à une transhumance très précoce du fait de la médiocrité du pâturage.

D'après les missions de terrain, les flux transfrontaliers qui assurent une grande partie des approvisionnements de la zone surtout en denrées traditionnelles seraient en nettes baisses depuis la fin du Ramadan (août 2011) suite à l'arrêt des déstockages au Mali et au Sénégal à cause de la mauvaise tournure de l'hivernage dans ces pays limitrophes (voir figure 1). Il

#### CARACTERISTIQUES DE LA ZONE :

La zone couvre les régions du Guidimakha, le sud de l'Assaba et des deux Hodhs. La population totale est estimée à 470 000 personnes avec un fort pourcentage de pauvres 64% (soit environ 300 000 personnes)

Selon les résultats du FSMS CSA/PAM, 43% des ménages étaient en insécurité alimentaire au mois de juillet 2011. De plus, les taux de malnutrition sont en hausse par rapport à 2009 et 2010.



<sup>7</sup> Selon la classification HEA de Save The Children

<sup>8</sup> Voir Profil des Zones de moyens d'existence de la Mauritanie sur le site de FEWSNET

convient de souligner que de façon générale, les prix des denrées traditionnelles sont plus faibles de 10 à 30% par rapport au marché mauritanien.

Néanmoins, les approvisionnements des marchés en denrées locales et importées sont demeurés assez satisfaisants jusqu'au mois de septembre 2011. Avec l'épuisement des stocks paysans et le déficit de production attendus (aussi bien en Mauritanie que dans les pays voisins), il faut s'attendre à une diminution de l'offre et à des hausses significatives des prix.

## **b. Accessibilités**

Les conditions d'accès à l'alimentation se sont dégradées dans la zone avec la situation actuelle qui prévaut en milieu rural. En plus de la production propre qui va baisser, les autres moyens d'existence des ménages ont été considérablement réduits.

Les ménages pauvres de la zone (64% des ménages) tirent 20% de leur revenu de la vente de leur production agricole et 20% de la main d'œuvre agricole<sup>9</sup>. La commercialisation des ressources forestières (pain de singe, charbon de bois, paille...) représente 15% de leur revenu. Ces sources de revenus représentent par ailleurs 55% du revenu monétaire de ces ménages.

L'exode rural et les transferts monétaires des migrants (et des centres urbains nationaux) sont d'autres stratégies de survie. L'exode rural correspond habituellement à une source de revenu importante pour le ménages pauvres (20% du revenu annuel) est également affecté du fait de l'augmentation de l'offre de main d'œuvre dans les centres urbains qui fait baisser les rémunérations. Les transferts monétaires des migrants et des populations urbaines devraient aussi connaître des baisses significatives. Les ménages pauvres sont donc exposés à des pertes estimées de revenu à plus de 30%.

Les discussions de groupes menées dans certains villages de la zone par les ONG qui interviennent dans l'assistance aux populations soulignent une augmentation de l'endettement du fait de la prolongation de la période de soudure. L'achat à crédit de produits alimentaires dans les boutiques des villages constitue le principal filet de sécurité sociale en cas de crise. Généralement, les ménages pauvres vendent une partie de leur production au cours des mois de novembre et décembre pour effectuer les remboursements de ces crédits. Compte tenu de la baisse de la production cette année, il faut s'attendre à des difficultés de remboursement et à la compromission de ce filet de sécurité sociale que constituent les achats de vivres à crédit (et à un appauvrissement des 'prêteurs')

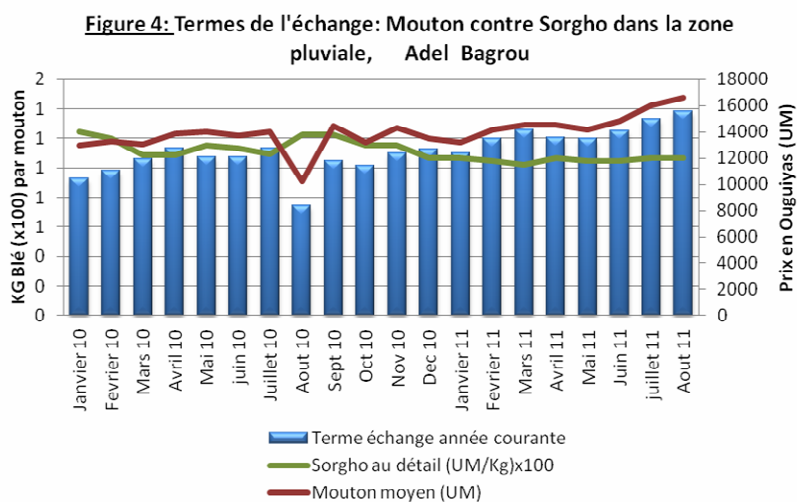
Les moyens et les nantis (respectivement 21% et 15% de la population de la zone) tirent leurs revenus essentiellement de la vente de bétail (40% du revenu des moyens et plus de 60% du revenu des riches)<sup>10</sup>.

---

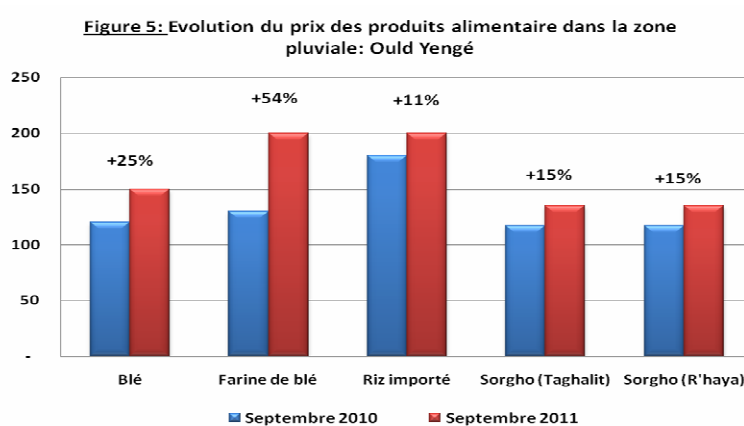
<sup>9</sup> Profil de Moyens d'Existence Des Agriculteurs de la Zone agricole Pluviale, HEA ; Save The Children

<sup>10</sup> Profil de Moyens d'Existence Des Agriculteurs de la Zone agricole Pluviale, HEA ; Save The Children

L'impact du déficit pluviométrique sur l'élevage pourrait rendre une partie relativement importante de ces populations vulnérable à l'insécurité alimentaire. Néanmoins, au mois de septembre, les termes de l'échange bétail/céréales sont restés favorables aux éleveurs de la zone surtout dans la région du Guidimakha où la régénération du couvert herbacé a été meilleure que partout ailleurs dans le pays ce qui a permis aux animaux de commencer à retrouver un certain embonpoint.



Les prix dans les marchés de la zone sont restés relativement stables entre juillet et septembre. Cependant, comparativement au mois de septembre 2010, le prix de presque toutes les denrées sont en augmentation (voir figures 5). Ces augmentations de prix réduisent davantage le pouvoir d'achat des ménages de la zone déjà confrontés à une baisse de production (plus de 60%) et de revenu monétaire (plus de 30%).



### c. Niveau actuel de la sécurité alimentaire et perspectives

#### • Situation des ménages pauvres

Au mois de juillet 2011, 43% des ménages de cette zone étaient en insécurité alimentaire. Depuis, la situation s'est dégradée de façon continue. De ce fait, aucun élément ne permet d'espérer que la situation de ces ménages en insécurité alimentaire au mois de juillet se soit améliorée en deux mois. Au contraire, l'hypothèse la plus plausible est que de nouveaux ménages aient basculé dans l'insécurité alimentaire. A la fin du mois de septembre 2011, dans l'hypothèse la plus optimiste, 45% des ménages ruraux de la zone (essentiellement des ménages pauvres qui représente 64% des ménages de la zone) seraient en insécurité alimentaire.

Les faibles récoltes de cette année pourraient retarder légèrement le pic de la crise de 1 à 2 mois au plus après les récoltes pour les ménages ayant cultivé. La crise actuelle devrait se généraliser à partir des mois de décembre 2011-Janvier 2012 avec l'épuisement total des stocks et des sources de revenu.

#### • Situation des ménages moyens et nantis

Parmi les ménages moyens (21% de la population totale de la zone), les plus vulnérables au choc (tirant une grande partie de leurs ressources de la production agricole et de la migration) pourraient avoir déjà basculé en insécurité alimentaire. Cet appauvrissement des ménages « moyens à riche » aura par ailleurs des conséquences en chaîne sur la vulnérabilité des plus pauvres (diminution des crédits et des dons ; diminution des revenus des employés)

Le basculement des ménages moyens et riches dans une situation de précarité dépendra des revenus qu'ils arrivent à tirer de la vente de leurs animaux durant la période de Tabaski et des niveaux de prix sur les marchés. Les ménages pourraient être amenés à décapitaliser au maximum et dans ce cas ne seraient affectés par la crise que dans 6 mois ou un an, quand les ressources financières dont ils disposent se seraient épuisées. Ils auront par contre passé un certain niveau de pauvreté, ce qui risque de les exposer à une vulnérabilité croissante passée ce cap de 6 mois.

En prenant en compte l'ensemble de ces éléments, plus de la moitié (55%) des ménages pourrait être en insécurité alimentaire à partir du mois de janvier 2012.

## 2. 2. Zone agropastorale

### a. Disponibilités

La **production agricole** de la zone est entièrement dépendante de la pluie mais axée autour de deux typologies (pluvial et décrue). Les conditions pluviométriques sont également mauvaises dans cette zone comme dans la zone pluviale. Les baisses de production attendues pour les cultures sous pluies et bas-fonds (barrages, digues et diguettes, Tamourts,...) sont du même ordre (au moins 60% par rapport à la moyenne des 5 dernières années).

Des missions de terrains ont signalé des taux de remplissage des barrages faibles à moyens (50 à 70%) entraînant des baisses de superficie mises en exploitation. De plus, plusieurs digues et diguettes ont été endommagées faute d'entretien.

**L'élevage qui constitue une activité économique importante dans cette zone a été également très affecté par le déficit pluviométrique.**

Plus de 70% de la zone agropastorale est dépourvue de pâturage. Les quelques poches de pâturages existants sont envahis par des milliers de bêtes qui ont déjà commencé une transhumance habituellement observée entre février/mars. Par exemple, la zone d'El Atf (espace pastoral compris entre Toufoundé Civié, Maghama et M'Bout), la pression des animaux sur le pâturage est telle qu'il devrait s'épuiser dès le mois de décembre 2011). Des phénomènes inhabituels comme la maturation prématurée des graminées et le dessèchement précoce du pâturage ont été constatés dans plusieurs zones pastorales du pays.

De plus, les marres et marigots qui servaient à l'abreuvement des animaux jusqu'au mois de janvier/février se sont déjà asséchés à plusieurs endroits, poussant les éleveurs à faire recours à l'eau des puits dont les niveaux de remplissage sont pourtant très faibles.

La combinaison de tous ces facteurs défavorables a comme impact un mauvais état d'embonpoint des animaux. Comme autre conséquence, les populations n'ont pas pu

#### CARACTERISTIQUES DE LA ZONE :

La zone agropastorale couvre six Wilaya du pays, du Brakna à l'ouest au Hodh Echargui à l'Est. Cette zone est caractérisée par des déficits pluviométriques chroniques et l'absence des ressources en eau souterraine. C'est une zone de forte concentration humaine, dont 70% de la population est pauvres selon les résultats du HEA.

L'activité économique se réduit à une agriculture sous pluie de subsistance et de décrue au pied de diguettes et de petits barrages. 65% de la population agropastorale de la zone s'adonne principalement aux activités agricoles contre 35% aux activités pastorales (les 2 groupes menant néanmoins les 2 types d'activités)



bénéficiaire de production laitière et la majorité d'entre eux continuent à subir la soudure qui aurait dû prendre fin au mois de juillet/août (fort impact nutritionnel sur les enfants en bas âge)

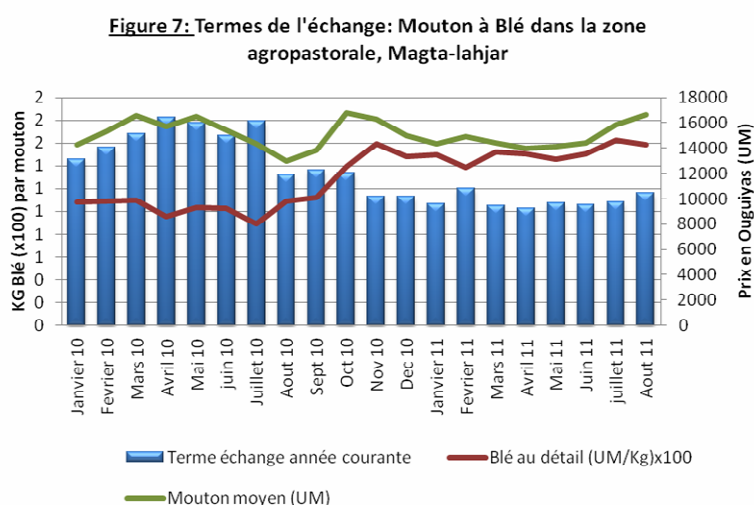
L'approvisionnement des marchés de la zone est jugé satisfaisant surtout en produits importés. L'offre en denrées locales continue à se réduire sur les marchés.

## b. Accessibilités

Les ménages de la zone tirent leurs revenus essentiellement de la vente de leur production agricole, la vente du bétail, les emplois journaliers, le petit commerce, l'artisanat et les crédits. Compte tenu de la faible diversité des activités génératrices de revenus dans la zone, les bras valides ont recours à l'exode pour compléter les ressources des ménages et réduire le nombre de personnes à nourrir.

60% des ménages de la zone sont pauvres. Dans la zone de Monguel, ces ménages tirent plus de la moitié de leur revenu de l'exode (40%)<sup>11</sup> et des emplois journaliers (15%) qui sont déjà fortement affectées par la situation. Par contre dans la zone d'Aioun, les revenus des ménages pauvres sont issus du gardiennage des animaux des riches et de la vente de leurs propres animaux. Ces sources de revenus (emplois journaliers, bergers...) ont été grévées par les mauvaises conditions pluviométriques en milieu rural. L'impact de la crise sur ces populations dépendra de la capacité des propriétaires de bétail à poursuivre leur paiement aux bergers en période de crise. Dans les centres urbains, la forte affluence des « exodants » (augmentation de l'offre de la main d'œuvre) va faire chuter les rémunérations. Les baisses de revenus des ménages pauvres de la zone se situeraient dans ce cas au minimum à 40% comparativement à une année normale.

Les ménages moyens et riches (entre 30 et 40%) qui tirent l'essentiel de leurs revenus de la vente des animaux devraient être aussi affectés à cause de la baisse du prix du bétail et de la détérioration des termes de l'échange entre le bétail et les céréales. Dans le même temps, le prix des céréales est en hausse entraînant une détérioration des termes de l'échange.



Le graphique suivant portant sur le marché de Magta-lahjar montre que les termes de l'échange sont défavorables aux agropasteurs avec une baisse de 7% comparativement au mois de septembre 2010. Depuis la hausse du prix du blé au mois de juin 2010, les termes de l'échange sont défavorables aux éleveurs de la zone. Au choc de la hausse des prix des produits alimentaires que ces éleveurs subissent depuis plus d'un an est venu se greffer celui du déficit pluviométrique. Leur résilience pourrait être durablement affectée.

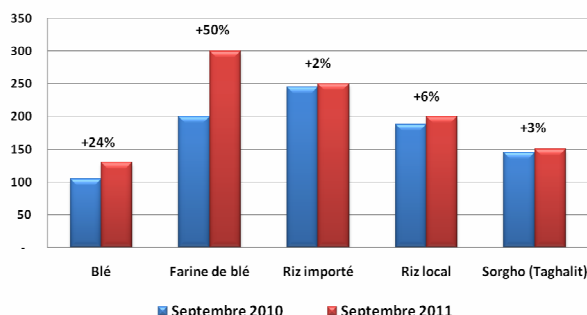
La baisse de revenu affectant toutes les catégories de ménages de la zone est aggravée par la hausse des prix des produits alimentaires, réduisant ainsi l'accès à l'alimentation surtout pour les ménages les plus pauvres.

<sup>11</sup> Selon les résultats de l'étude HEA de Save The Children,

Le blé qui est la céréale la plus consommée par les éleveurs de la zone connaît une augmentation de prix de 24% entre septembre 2010 et 2011 sur le marché de Barkéol (44% à Magtar-lahjar). D'autres augmentations concernent l'huile (25%), la farine de blé (50%) et le sucre (6%). Les céréales traditionnelles comme le sorgho connaissent également des augmentations de prix comparativement à 2010.

Il convient de souligner qu'à cause de l'éloignement et de l'enclavement de certaines localités de la zone, les prix des produits importés sont nettement plus élevés qu'à Nouakchott (transport)

**Figure 8:** Evolution du prix des produits alimentaire dans la zone agropastorale: Barkéol



#### **d. Niveau actuel de la sécurité alimentaire et perspectives**

A court terme, la crise devrait affecter plus les agropasteurs à dominante agricole (qui sont les plus pauvres) représentant 65% des ménages de la zone que les agropasteurs à dominante pastorale (35% des ménages). La faible diversité des sources de revenu de ces ménages et la non pratique de l'exode (surtout dans la zone d'Aioun) seront les principaux handicaps de ces ménages.

##### **• Situation des ménages pauvres**

Selon les résultats du FSMS de juillet 2011, 28% des ménages de cette zone étaient en insécurité alimentaire. Certains de ces ménages vont pouvoir bénéficier des récoltes des cultures derrière barrage mais de façon localisée. Ces récoltes ainsi que l'argent issu de la décapitalisation d'une partie de cheptel pourrait permettre aux ménages les plus pauvres de tenir jusqu'au mois de janvier 2012. En fonction de la taille du cheptel (en prenant en compte les pertes de bétail, l'augmentation de l'offre, la baisse de la demande, des prix et la détérioration des termes de l'échange), le démarrage de la crise sur les ménages pauvres variera dans le temps.

Les taux d'insécurité alimentaire devraient augmenter au fur et à mesure de la réduction des stocks vivriers et des revenus issus de la décapitalisation d'une partie du cheptel. Les taux d'insécurité alimentaire en janvier 2012 devraient se maintenir à leur niveau de juillet 2011 (25-28%).

##### **• Situation des ménages moyens et riches**

Les ménages moyens et nantis de la zone possèdent un nombre relativement important d'animaux. Dans la zone à dominante agricole (Zone de Monguel) ces ménages possèdent entre 3 et 16 bovins, entre 15 et 25 caprins et ovins. Dans celle à dominance pastorale (Zone d'Aioun) les ménages moyens et nantis possèdent entre 25 et 70 chameaux, entre 30 et 80 bovins, 80 à 200 caprins et ovins. La décapitalisation partielle de ce bétail devrait permettre aux ménages d'affronter la crise avec moins de crainte dans la composante pastorale que dans celle agricole. La question majeure sera d'assurer la survie de ces animaux et la commercialisation d'une partie à des prix rémunérateurs. L'augmentation de la demande avec la Tabaski devrait permettre à ces ménages s'assurer les revenus pour l'année à venir.

## **2.4. Autres zones de préoccupation**

### **2.4.1- Zone Nomade**

Compte tenu de l'éloignement des campements de ces ménages des centres urbains, les informations concernant les éleveurs nomades sont peu disponibles et difficilement triangulables.

La zone dépend essentiellement des marchés pour ses approvisionnements. L'alimentation est assurée grâce au lait des animaux et à la vente des animaux qui permet d'acheter des céréales (surtout le blé), le sucre, l'huile et le thé.

Près de la moitié (46%) des personnes de cette zone interrogée au mois de juillet 2011 avaient une alimentation peu fréquente et non diversifiée. Les conséquences du déficit pluviométrique sur ce groupe de population affectent l'embonpoint et la survie des animaux (abreuvement et pâturage), la production de lait et la disponibilité des produits alimentaires sur les marchés que fréquentent les ménages de la zone.

Le déficit accentué de pâturage a entraîné le départ précoce des animaux en transhumance vers le Sud de la zone (vers les zones agropastorale et pluviale) où la pression animale est déjà forte. Les ménages restés sur place sont dépourvus des apports importants de sous produits animaux (lait, viande).

En année normale, les ménages pauvres tirent l'essentiel de leurs ressources du gardiennage des animaux et de la vente de paille. Cette année, ces deux sources de revenu seront pratiquement nulles de sorte que la quasi-totalité des ménages pauvres (55% des ménages) devraient être en insécurité alimentaire à cette date. Au mois de septembre les taux d'insécurité alimentaire devraient avoisiner 50% et atteindre 60% au mois de janvier (certains ménages moyens et pauvres auront eu du mal à s'adapter à la nouvelle situation).

### **2.4.2- Les zones de transhumance et de pasteurs oasiens**

Les conditions pastorales sont en dégradation dans ces zones également. Pour la zone de transhumance, les constats suivants ont été effectués sur le terrain par différents partenaires:

- Déficit de pâturages (plus de 70% de la zone de transhumance);
- Importantes pressions sur les quelques îlots de pâturage disponibles (Mederdra, nord de la moughataa de R'Kiz);
- Baisse des prix des petits ruminants et hausse des prix des céréales: détérioration des termes de l'échange, baisse du pouvoir d'achat;
- Départ anticipé en transhumance des troupeaux (coûts de transhumance, absence de sous produits d'élevage en particulier le lait et la viande pour le ménage resté sur place) à partir de novembre/décembre; certains transhumants ne sont pas rentrés depuis 2010;
- Augmentation de l'insécurité alimentaire affectant principalement pour les ménages pauvres de la zone (60%)

Au mois juillet, 8% des ménages de la zone étaient en insécurité alimentaire. A la fin du mois de septembre, les niveaux de prix des produits alimentaires, l'absence de sous produits animaux et la hausse du prix des aliments de bétail devraient entraîner une augmentation de l'insécurité alimentaire, passant de 8 à 12% en prévision. Les stratégies d'adaptation sont déjà en cours pour ce groupe de ménage (depuis 2010). Au mois de janvier 2012, l'épuisement des ressources issues de la décapitalisation, et la transhumance des animaux devraient entraîner un doublement des taux d'insécurité alimentaire estimés en septembre, passant de 12 à 24%.

Chez les pasteurs oasiens , le déficit pluviométrique devrait affecter les cultures sous palmiers (surtout la production maraîchère) à cause de la baisse du niveau de la nappe phréatique.

Autres éléments d'inquiétudes:

- Faible niveau de remplissage des zones dépressionnaires (10 à 30%) et des barrages;
- Seules deux poches circonscrites de pâturages (Plateau du Tagant, plateau de Chinguitti) existent dans la zone et connaissent une forte pression animale;
- Des départs en transhumance sont en cours vers le Sud du pays (Gorgol, Guidimakha) et vers l'Inchiri;
- Hausse des prix des produits alimentaires sur les marchés de la zone (de 16 à 43% pour les produits importés);

Selon le profil de cette zone (FEWSNET), 60% des ménages sont pauvres. Ces ménages vivent de la production agricole et de la main d'oeuvre agricole. La production dattière de la zone des pasteurs oasiens a été jugée bonne cette année (selon la mission du GTS agricole, août 2011). Les revenus issus de cette activité devraient permettre à ces ménages d'être moins affectés que les autres ménages pauvres dont les revenus dépendent essentiellement des apports de l'élevage et des cultures de bas-fonds. Le faible apport en lait, la mauvaise productivité attendues des Grara et des cultures maraîchères devraient faire passer les taux d'insécurité alimentaire à 22% en janvier 2012.

#### **2.4.3- Zone de la vallée du fleuve**

Les récoltes de riz de contre saison chaude (survenues au mois de juillet 2011) ont été moyennes à bonnes dans les principales zones de production. Ceci peut expliquer les taux d'insécurité alimentaire relativement faibles (13%) constatés lors de l'enquête CSA/PAM de juillet 2011.

La situation dans la zone est globalement satisfaisante. Les risques principaux de la zone concernent :

- Le retard de la crue et la courte période d'immersion qui vont limiter le potentiel du Walo (en moyenne 5% de la production totale nationale) ;
- Le bas niveau du fleuve Sénégal pourrait réduire les superficies mises en exploitation pour la riziculture hivernale et le maraîchage ;
- Les non-remboursements des crédits risquent de limiter l'accès à de nouveaux crédits
- La poursuite de la hausse des prix par rapport à l'année dernière (+54% sur la farine de blé, entre 18 et 20% pour le riz et 17% pour l'huile)
- La transhumance de la quasi-totalité du cheptel vers le Sénégal et le Mali, réduisant l'accès au lait et viande

Les niveaux d'insécurité alimentaires devraient rester dans la norme de la saison (13% en septembre) mais progresser entre novembre et janvier pour dépasser 20%.

#### **2.4.4- Zones urbaines**

Au mois de juillet 2011, 4% des ménages interrogées dans les zones urbaines (périurbain de Nouakchott, Nouadhibou, Fdérick, Zouérate) étaient en insécurité alimentaire. Le milieu périurbain de Nouakchott et d'autres villes du pays concentre d'importantes populations vivant dans des bidonvilles et dans une précarité totale. L'extrême pauvreté est la cause principale de l'insécurité alimentaire de ces ménages. Plusieurs membres des ménages sont obligés chaque année de retourner en milieu rural pour pratiquer l'agriculture (soit leurs propres champs, soit comme ouvriers agricoles). Le déficit pluviométrique de cette année n'a pas permis la conduite de ces activités entraînant une baisse de revenu des ménages.

Sources d'inquiétudes en milieu urbain:

- Baisse des opportunités d'emploi avec l'affluence des ruraux entraînant une baisse de revenu
- Augmentation du montant et de la fréquence des transferts des ménages moyens et nantis au profit des parents résidant en milieu rural réduisant ainsi les ressources financières des ménages urbains
- Poursuite de la hausse des prix (réduction de la résilience de certains ménages urbains pauvres)
- Accroissement de l'exode rural vers les périphéries des centres urbains.

Les niveaux d'insécurité alimentaires seront à la hausse sans qu'il soit possible au stade actuel de préciser l'ampleur de cette évolution sans une enquête auprès des ménages. L'évaluation de la sécurité alimentaire en 2008 dans les zones urbaines a trouvé que 10% des ménages avaient une consommation alimentaire peu fréquente et non diversifiée. Au pic de la crise la moyenne nationale en milieu urbain était supérieure à 15%. Il faut préciser des programmes d'assistance sont en cours actuellement (Programme Solidarité du Gouvernement et distribution de bons alimentaires du PAM à Nouakchott jusqu'en fin octobre 2011) et devraient atténuer les effets de la crise pour les ménages bénéficiaires.

### **3 - Facteurs aggravants**

Le prix du blé tendre à l'exportation est resté quasiment stable au cours du mois de septembre 2011 aussi bien comparativement au mois passé que par rapport au mois de septembre 2010. Ces prix retrouvent leurs niveaux de l'année dernière mais restent élevés de 38% par rapport à leur moyenne des 5 dernières années (+10% par rapport à 2008 - année de hausse de prix).

Le prix moyen du riz à l'exportation gagne près de 6% au mois de septembre 2011 par rapport au mois d'août et demeure plus élevé de 20% que l'année passée à la même période. Au mois de septembre 2011, le prix moyen mensuel à l'exportation du riz thaïlandais A1 Super à Bangkok était de 497 USD la tonne contre 471 USD le mois précédent.

Selon les experts de FEWSNET, le prix du riz pourrait croître de 20% à 50% au cours des 3 mois à venir suite à des mesures restrictives prises par le gouvernement thaïlandais (premier pays exportateur de riz). Les pays d'Afrique de l'Ouest (y compris la Mauritanie<sup>12</sup>) font partie de ceux qui seront les plus exposés à cette hausse de prix. De plus, les récentes inondations en Thaïlande (mi-octobre 2011) font craindre des pertes de récoltes qui devraient se traduire par de nouvelles augmentations des prix de cette céréale.

L'Ouest du Mali qui constitue la zone d'approvisionnement en céréales traditionnelles et de transhumance du bétail connaît la même situation liée au déficit pluviométrique.

La crise économique/financière mondiale entraîne une baisse des transferts familiaux d'argent en provenance de l'étranger et donc une baisse du pouvoir d'achat des ménages. Les zones de forte production agricole qui seront affectées par le déficit pluviométrique (Guidimaka, Gorgol, Assaba, 2 Hodhs) sont aussi les zones de forte émigration. L'argent que les migrants envoient sert essentiellement à assurer les dépenses alimentaires des ménages.

La crise libyenne a entraîné le retour d'un nombre important de Mauritaniens qui vivaient dans ce pays et, en plus de la perte des revenus que ces migrants envoyaient à leur famille, les ménages ont vu leur taille grossir avec ces nouveaux arrivants généralement sans le sou. Les zones les plus affectées sont une fois de plus les zones de forte émigration.

---

<sup>12</sup> D'après les résultats du FSMS PAM/CSA de juillet 2011, la consommation de riz devient quotidienne en Mauritanie, même en milieu rural (en moyenne 6 jours sur 7)

#### 4 –Estimation du nombre de personnes en insécurité alimentaire

En absence d'une évaluation quantitative plus récente de la prévalence de l'insécurité alimentaire mais se basant sur les analyses des zones agroécologiques ci-dessus et sur les résultats des enquêtes précédentes au cours de la même période, plusieurs scénarii ont été établis, dont le plus probable a permis d'évaluer la situation des population au cours de prochains mois.

Sur cette base, on estime actuellement à plus de 650 000 personnes sur l'étendue du territoire qui ont besoin d'assistance alimentaire. Ces personnes profitent encore des programmes existants (programme Solidarité; VCT/SAVS; CRENAM/CRENI/CRENAS ...) et usent de leurs stratégies habituelles d'adaptation.

Si aucune amélioration de la disponibilité ou de l'accessibilité ne survient et au vu de l'évolution de la situation au cours des mois à venir (baisse des disponibilités, ralentissement des flux transfrontaliers, dégradation rapide des conditions pastorales, détérioration des termes de l'échange, hausse des prix des produits de première nécessité ...), le nombre de personnes en insécurité alimentaire en janvier 2012 pourrait atteindre 920 000 personnes voir plus.

| Zones de moyens d'existence | Estimation de population | % de personnes affectées de septembre à octobre 2011 | Estimation du nombre de personnes affectées en septembre 2011 | % de personnes affectées à partir de novembre à janvier 2012 | Estimation du nombre de personnes affectées de novembre à janvier 2012 | Justification des évolutions entre septembre et janvier                                                     |
|-----------------------------|--------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Agropastorale               | 690000                   | 28%                                                  | 193200                                                        | 25%                                                          | 172500                                                                 | Baisse probable en raison des récoltes de bas-fonds et barrage                                              |
| Cultures pluviales          | 470000                   | 45%                                                  | 211500                                                        | 55%                                                          | 258500                                                                 | Augmentation liée aux difficultés d'accès à l'eau, à la baisse des transferts maliens de céréales           |
| Vallée du fleuve Sénégal    | 270000                   | 13%                                                  | 35100                                                         | 22%                                                          | 59400                                                                  | Mauvaise productivité du Walo et difficultés de faire de la contre-saison chaude (faible niveau du fleuve)  |
| Pastoralisme transhumant    | 144000                   | 12%                                                  | 17280                                                         | 24%                                                          | 34560                                                                  | Faible apport en lait, chute du prix des animaux, faibles transferts de céréales de la vallée et du Sénégal |
| Pastoralisme et d'oasis     | 107000                   | 15%                                                  | 16050                                                         | 22%                                                          | 23540                                                                  | Faible apport de lait, mauvaise productivité des Grara et des cultures maraîchères                          |
| Littorale                   | 32000                    | 10%                                                  | 3200                                                          | 8%                                                           | 2560                                                                   | Après la pause de pêche, les revenus des pêcheurs devraient s'améliorer                                     |
| Nomades                     | 29000                    | 50%                                                  | 14500                                                         | 60%                                                          | 17400                                                                  | Absence de pâturage                                                                                         |
| Zones urbaines              | 1800000                  | 10%                                                  | 180000                                                        | 15%                                                          | 270000                                                                 | Hausse des prix des denrées alimentaires, pression des ruraux                                               |
| <b>Total Mauritanie</b>     | <b>3542000</b>           |                                                      | <b>670830</b>                                                 |                                                              | <b>838460</b>                                                          |                                                                                                             |
|                             |                          | <b>18,9</b>                                          |                                                               | <b>23,7</b>                                                  |                                                                        |                                                                                                             |

## 4 – Conclusions et recommandations

Comme observé lors des crises similaires, il faut s'attendre aux stratégies d'adaptation et de crises suivantes dont l'enchaînement n'est pas forcément linéaire :

- Réduction de la consommation alimentaire (quantité, qualité, fréquence et diversité) ;
- Exode anticipée de bras valides des ménages (réduction des bouches à nourrir, génération de revenus complémentaires) ;
- Décapitalisation du bétail, des biens d'équipement et épuisement de l'épargne (si disponible) ;
- Décapitalisation des biens productifs et des animaux reproducteurs ;
- Exode de l'ensemble du ménage vers les lieux d'assistance.

La décapitalisation des actifs productifs et des animaux reproducteurs installera la crise dans la durée car si les conditions climatiques s'amélioraient l'année prochaine, les ménages ayant décapitalisé auront du mal à se remettre faute de moyens de production.

Les types d'interventions à mettre en place pour atténuer les effets d'une crise annoncée vont dépendre de son ampleur et de l'impact qu'elle aura sur les populations. Les différents ménages ne seront pas affectés au même titre. Pour l'essentiel, il faudra prévoir les actions suivantes :

### **Protéger les moyens de subsistance :**

- Assurer la production irriguée en accordant les crédits nécessaires ainsi que les intrants pour sécuriser la production ;
- Lutter contre les oiseaux granivores au niveau des cultures de décrue ;
- Vendre de l'aliment de bétail à prix subventionné ;
- Faciliter la circulation et la commercialisation des animaux surtout dans les pays voisins ;
- Renforcer les soins vétérinaires et la surveillance épidémiologique ;
- Assurer l'approvisionnement en eau des couloirs de transhumance ;
- Racheter les animaux en cas de mortalité importante et/ou de baisse importante des prix ;

### **Assurer la disponibilité des produits alimentaires :**

- Réapprovisionner les SAVS fonctionnels en quantité suffisante jusqu'aux prochaines récoltes 2012 ;
- Implanter de nouveaux SAVS et redynamiser ceux qui sont en état de léthargie ;
- Favoriser la libre circulation des céréales et entre la Mauritanie et les pays limitrophes (si nécessaire en formalisant des accords de partenariat avec ces pays) ;
- Mettre en place des mesures favorisant les importations de produits alimentaires ;
- Mettre en place des programmes d'assistance ciblés en fonction des réalités socioéconomiques des groupes et si nécessaire des distribution Générale de Vivres (DGV) en direction des ménages les plus pauvres

### **Rendre les denrées accessibles :**

- Assurer le maintien et le bon fonctionnement des boutiques solidarités ainsi que leur extension dans les zones non couvertes ;
- Renforcer les moyens d'existence des ménages par la mise en place d'AGR ;
- Procéder à des transferts monétaires (avec ou sans contrepartie) ;
- Assurer le bon fonctionnement des marchés en renforçant notamment le contrôle des intermédiaires ;

### **Utilisation :**

- Assurer l'approvisionnement des programmes nutritionnels (CRENAM, CRNI, CRENAS) en intrants et les étendre aux zones du pays non encore couvertes ;
- Assurer l'approvisionnement en eau des zones du pays qui pourrait connaître des assèchements des sources d'eau ;

- Assurer le fonctionnement des cantines scolaires dans l'ensemble de pays pour protéger les enfants scolarisés

### **Général/stratégique :**

- Assurer un suivi rapproché des zones à risque par la remontée régulière des informations des services techniques de l'Etat et des missions de terrain ;
- Assurer un suivi de la situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle par la mise en œuvre d'enquête auprès des ménages (FSMS, EFSA, SMART, SIM) afin d'adapter les actions aux réalités du terrain ;
- Coordonner les interventions des différents acteurs sur le terrain pour éviter les duplications ;
- Renforcer l'ensemble des mécanismes de solidarité nationale.

### **Pour plus d'informations contacter l'équipe de rédaction**

#### **FEWS-NET/USAID**

Hamady SY  
[HSy@fews.net](mailto:HSy@fews.net)

Cheikh MBODJ  
[cmbodj@fews.net](mailto:cmbodj@fews.net)

#### **PAM / Nations Unies**

Olivier FLAMENT  
[Olivier.Flament@wfp.org](mailto:Olivier.Flament@wfp.org)

Atsuvi GAMLI  
[atsuvi.gamli@wfp.org](mailto:atsuvi.gamli@wfp.org)

Jean Martin Bauer  
[jean-martin.bauer@wfp.org](mailto:jean-martin.bauer@wfp.org)